

Service de la Santé de la Protection Animale et de
l'Environnement
Rue Ferdinand Buisson
BP 40019 - 62022 ARRAS
Références : DDPP62 2023 03846
Code AIOT : 0056200571

ARRAS, le 12/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAEC DE MAISNIL

15 D RUE PRINCIPALE
62380 Dohem

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement GAEC DE MAISNIL implanté 15 D RUE PRINCIPALE 62380 Dohem. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre des contrôles "Opération coup de poing" relatifs à la sécurité incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC DE MAISNIL
- 15 D RUE PRINCIPALE 62380 Dohem
- Code AIOT : 0056200571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation bénéficie d'un arrêté d'autorisation délivré le 23 mai 2016 pour un élevage avicole comprenant 80000 emplacements.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Numéros d'urgence	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accessibilité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.1	Sans objet
2	Protection externe contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.1	Sans objet
3	Protection interne contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.2	Sans objet
4	Protection interne contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.2	Sans objet
5	Protection interne contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.1
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en permanence en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Constats : Le site dispose d'un accès suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours vers les bâtiments d'élevage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection externe contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.1
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les sapeurs pompiers puissent disposer d'une quantité d'eau de 120 m ³ disponible sur une période de 2 heures, dans un rayon de 150 m par voies carrossables , mais à plus de 30 m du risque à défendre. Une ou des plateforme d'aspiration de 32 m ² minimum (1 par tranche de 120 m ³) accessibles en tout temps par les engins d'incendie, seront aménagées et équipées de poteaux/puisards d'aspiration hors gel. Une réserve incendie de 240 m ³ est implantée à l'ouest du site A. Elle est entourée d'une clôture de sécurité d'une hauteur supérieure ou égale à 2 m. L'exploitant est tenu de consulter le SDIS pour avis technique et réception des ouvrages.
Constats : 2 réserves incendies de 120 m ³ chacune ont été mises en place. Elles sont accessibles à la commune et contrôlées tous les ans par le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection interne contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.2
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs en nombre et et capacités d'extinction appropriés aux risques à combattre, répartis judicieusement, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen de panneaux indestructibles.
Constats : Des extincteurs sont présents sur l'installation : 1 dans chaque poulailler, 1 au niveau du local de stockage (groupe électrogène), 1 au niveau du corps de ferme initial.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Protection interne contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.2
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Les extincteurs ont été contrôlés le 16 septembre 2022.(Rapports de contrôle fournis)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection interne contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.2
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les vannes de barrage (Gaz – fuel -électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.
Constats : L'installation dispose d'une vanne de coupure générale pour l'électricité. Une vanne de barrage générale est existante pour le gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Numéros d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.2.3
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
Constats : Il n'existe pas sur le site d'affichage des numéros d'urgence et des consignes à mettre en place en cas d'urgence.
Observations : Des panneaux reprenant les consignes indiquées seront mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 18.3
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion, les fiches de données de sécurité, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
Constats : Un contrôle des installations électriques est effectué tous les ans, mais l'exploitant ne dispose pas d'attestation.
Observations : Le rapport de vérification des installations électriques sera transmis à l'inspection ainsi que les éléments permettant de connaître les suites données à ce contrôle, en cas de non conformités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois